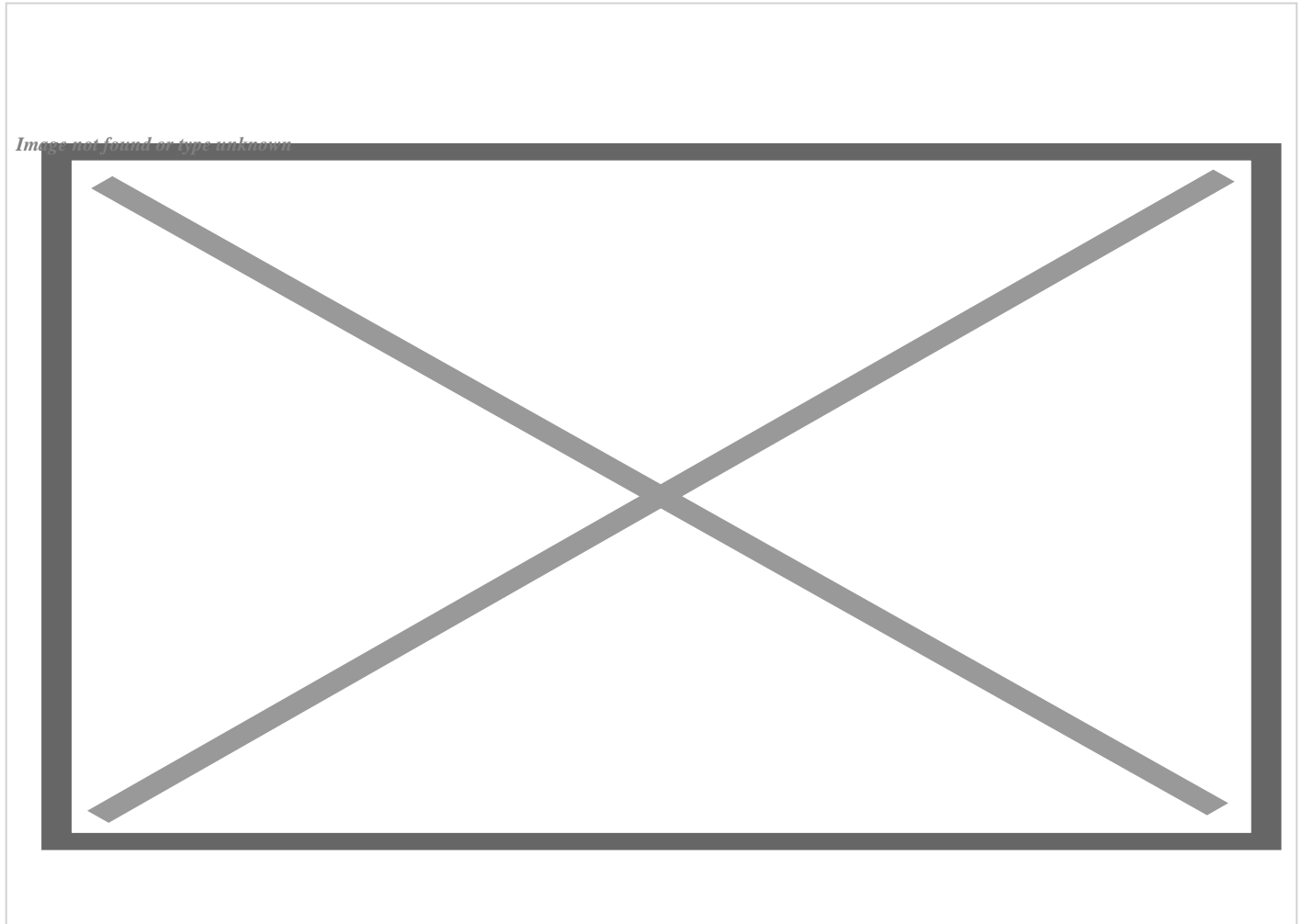


Un nouvel espoir de paix en Colombie

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce.

La Colombie a franchi une nouvelle étape vers la paix tant attendue et tant désirée. Le gouvernement du président Gustavo Petro et la guérilla de l'Armée de libération nationale ont accepté à Caracas, la capitale vénézuélienne, de relancer les pourparlers.

En novembre, les pourparlers reprendront dans des lieux tournants et avec le Venezuela, Cuba et la Norvège comme garants. Les deux parties ont convenu que la participation de la société est essentielle, et se sont donc engagées à trouver les mécanismes nécessaires pour assurer sa présence effective.

Il existe une volonté de mener à bien le processus afin de rendre possible la stabilité dans tout le pays, de panser les blessures et de faire progresser chaque Colombien.

Depuis qu'il est devenu président en août dernier, Petro a insisté pour que ce rapprochement avec l'Armée de libération nationale devienne une réalité. Pendant sa campagne électorale, il avait clairement indiqué que l'obtention d'une paix totale serait une priorité pour son gouvernement.

Et sur cette voie, il s'est efforcé d'instaurer une confiance mutuelle. Petro a suspendu les mandats d'arrêt et d'extradition visant les négociateurs de l'ELN, tandis que le groupe insurgé a libéré plusieurs détenus.

Il convient de rappeler que le dialogue avec l'ELN, promu par le président de l'époque Juan Manuel Santos, a été rompu par Iván Duque, son successeur à la Casa de Nariño (siège de l'Exécutif). Pendant son mandat, Duque n'a jamais manifesté le moindre intérêt pour la mise en œuvre de l'accord de paix qui avait été conclu à La Havane en 2016 entre le gouvernement Santos et l'ex-guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo).

Les quatre années du mandat de Duque ont été marquées par une spirale de violence. Les massacres et les assassinats de dirigeants sociaux, de défenseurs des droits de l'homme et d'anciens combattants sont devenus un phénomène quotidien en Colombie, alors que l'accord conclu dans la capitale cubaine contenait les mécanismes nécessaires pour empêcher ces actions criminelles.

Le gouvernement de Duque n'a jamais garanti la sécurité de ceux qui ont déposé les armes conformément à l'accord de paix. Plus de 300 anciens guérilleros ont été tués au cours des quatre dernières années.

D'autres points de l'accord n'ont pas été mis en œuvre, comme la réforme rurale complète, qui est extrêmement importante si l'on considère que la Colombie est le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine en termes d'accès à la terre, ce qui a été l'un des détonateurs du conflit armé, avec d'autres inégalités.

Avec l'arrivée de Petro à la présidence, une nouvelle voie a été ouverte vers la matérialisation d'une paix réelle et complète, entravée par le gouvernement précédent. Il y a maintenant de l'espoir pour la Colombie, qui aspire à une paix accompagnée de justice sociale.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/301038-un-nouvel-espoir-de-paix-en-colombie>



Radio Habana Cuba